

**MESSAGE N° 285** 26 septembre 2006  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi modifiant**  
**la loi sur la Banque cantonale de Fribourg**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 22 novembre 1988 sur la Banque cantonale de Fribourg.

## 1. GÉNÉRALITÉS

La loi organique qui régit la Banque cantonale de Fribourg (ci-après BCF) a été révisée complètement en 1988 (loi du 22 novembre 1988).

Depuis lors, cette loi a fait l'objet de trois révisions partielles: en 1993, concernant notamment la désignation d'un organe de révision indépendant; en 1996, en particulier concernant le changement de nom et la soumission à la surveillance totale de la Commission fédérale des banques (ci-après CFB); enfin en 1999, une diminution du nombre des membres du conseil d'administration de treize à neuf a été décidée et la durée maximale du mandat d'administrateur a été fixée à douze ans.

Parallèlement, la BCF a mis en place une nouvelle organisation interne et a adopté une stratégie axée sur les besoins réels du marché.

Ces adaptations lui ont permis de connaître un développement réjouissant et de présenter en 2005 des résultats financiers en progression pour la 12<sup>e</sup> année consécutive.

Quant au statut juridique de la BCF – maintien du statu quo ou transformation en société anonyme – dont il avait été question en 1999 déjà, l'évolution dans ce domaine, les résultats négatifs en votation populaire dans d'autres cantons et la tendance actuelle incitent plutôt en l'état au maintien du statu quo.

Par contre, la BCF envisage de se soumettre à une notation par une agence reconnue, comme les sociétés cotées hors bourse. Les notes attribuées par une agence reconnue, par exemple Standard and Poor's, bénéficient d'une reconnaissance mondiale extrêmement forte, informent les investisseurs de la qualité de crédit des émetteurs, facilitent à ces derniers l'accès aux marchés des capitaux et ainsi l'obtention d'un taux plus avantageux («spread» à l'émission).

La notation, de par la transparence qu'elle procure quant à la solidité financière d'un établissement bancaire, facilite les négociations avec les contreparties financières et commerciales. Dès 2007, la réglementation Bâle II prévoit d'ailleurs que les prêteurs de fonds étrangers pourront exiger une notation reconnue.

Il faut toutefois relever qu'une notation de la BCF par une agence reconnue correspondra en fait pour une très large part à une notation de l'Etat de Fribourg parce que celui-ci garantit les engagements financiers de la BCF selon l'article 3 de la LBCF, ce qui impliquerait des travaux importants pour l'Etat, en particulier pour l'Administration des finances.

## 2. OBJECTIFS DE LA RÉVISION DE LA LOI

Depuis la dernière révision partielle de la loi sur la BCF, en 1999, des événements importants ont marqué le monde bancaire et financier, tant à l'étranger qu'en Suisse.

Ainsi, des scandales financiers et des faillites retentissantes, notamment aux Etats-Unis, ont entraîné la mise en cause du fonctionnement des sociétés, de leur contrôle et de la surveillance des organes responsables.

En Suisse aussi, des dysfonctionnements ont été révélés dans des sociétés importantes et dans des établissements bancaires.

Conscients des problèmes soulevés et de la nécessité de remédier aux lacunes révélées, certains organismes ont émis des règles destinées à prévenir tout nouveau dérapage dans le monde économique et financier.

Ainsi, en Suisse, la Fédération des entreprises suisses (économiesuisse) a établi, en accord avec SWX Swiss Exchange, un «Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise». Quant à l'Association suisse des banquiers (ci-après ASB), elle a émis en juin 2002 des nouvelles «Directives relatives au contrôle interne» (N° 7174), entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Il ressort notamment de ces documents et des différents commentaires qui ont suivi leur publication que doivent être institués dans les sociétés et les établissements bancaires: d'une part une délimitation claire entre le conseil d'administration, organe de surveillance, et la direction générale, organe de gestion; d'autre part un conseil d'administration aussi restreint que possible pour favoriser une formation rapide et organisée des décisions de manière à ce que tous ses membres bénéficient de la même information.

### 2.1 Conseil d'administration

Sur la base de ces éléments, il est proposé de diminuer de neuf à sept le nombre des membres du conseil d'administration et de modifier en conséquence la clé de répartition du nombre des membres nommés par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat et le conseil d'administration lui-même.

En corollaire à la mesure proposée, le comité de banque est supprimé et les compétences qui lui étaient attribuées sont réparties entre le conseil d'administration et la direction générale.

Le conseil d'administration sera amené à siéger plus fréquemment, solution plus facile avec un effectif de sept membres.

### 2.2 Abandon du privilège fiscal

Pour être traitée de manière comparable aux autres banques, la BCF propose que son privilège fiscal soit abandonné.

Ainsi la BCF ne sera plus exemptée des impôts cantonaux, communaux et ecclésiastiques sur le bénéfice et le capital; de même, en application de la motion Boivin acceptée par le Grand Conseil, elle paiera les contributions immobilières comme les autres sujets de droit. Elle restera, en revanche, exonérée de l'impôt fédéral direct en application de l'article 56 let. b de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct.

La répartition des impôts communaux et ecclésiastiques sur le bénéfice et le capital de la BCF en faveur des communes et paroisses concernées du canton seront régis selon les règles légales applicables en la matière.

En outre, la BCF versera chaque année à l'Etat un montant à titre de rémunération pour le capital de dotation comme part au bénéfice en tant que propriétaire, et une indemnité en couverture de la garantie donnée par l'Etat pour les engagements financiers de la BCF.

### 2.3 Autres aménagements

Enfin, d'autres corrections mineures sont apportées à la loi. Elles ont trait à l'utilisation de termes usuels dans le monde bancaire ou correspondent à une adaptation à la pratique.

## 3. CONSÉQUENCES DU PROJET

### 3.1 Conséquences financières

#### a) Imposition fiscale

Pour estimer les impôts cantonaux, il faut admettre un montant (déductible fiscalement) pour l'indemnité versée à l'Etat en couverture de la garantie des engagements financiers de la BCF. Avec l'hypothèse d'une indemnité de 10 millions de francs, le montant des impôts cantonaux sur le bénéfice et le capital se situerait aux alentours de 5,7 millions de francs.

Les communes concernées bénéficieraient d'un montant de l'ordre de 4,9 millions de francs et les paroisses de 570 000 francs.

L'abandon du taux plafonné à 1‰ et son remplacement par le taux plafond de 3‰ de la contribution immobilière frappant les immeubles affectés à l'exploitation de la BCF se traduira par un effort fiscal supplémentaire de l'ordre de 75 000 de francs en faveur des communes concernées.

#### b) Apport financier à l'Etat

L'article 47 de la loi, relatif à la répartition du bénéfice, reste inchangé. En 2006, la BCF a versé à l'Etat un montant de 15,5 millions de francs auquel s'ajoute une contribution extraordinaire de 3,5 millions de francs sur la base de l'exercice 2005. Depuis 1990, cela représente une somme globale de 181 millions de francs (plus de 2,5 fois le capital de dotation).

A l'avenir, le nouvel alinéa 2 de l'article 3 prévoit qu'en couverture de la garantie, l'Etat reçoit une indemnité qui sera fixée d'entente entre le Conseil d'Etat et le conseil d'administration en fonction des risques et des résultats de la BCF. Cette indemnité constituera une charge déductible fiscalement.

En plus, la BCF versera à l'Etat une rémunération pour le capital de dotation, charge qui n'est pas déductible fiscalement, car la rémunération du capital de dotation correspondra à la part de l'Etat au bénéfice de la BCF, en sa qualité de propriétaire.

Sur la base des nouvelles dispositions légales, l'Etat aura trois sources de rémunération:

- 1) l'impôt cantonal;
- 2) l'indemnité pour couvrir la garantie des engagements financiers;
- 3) la rémunération du capital de dotation (part au bénéfice en tant que propriétaire).

Il est prévu que le montant total de ces trois sources de rémunération pour l'Etat correspondra au minimum au même montant global dont l'Etat de Fribourg a bénéficié jusqu'à maintenant au seul titre de sa part au bénéfice, soit 19 millions de francs en 2006 sur la base des comptes 2005 de la Banque. Dans la mesure où la situation financière de la Banque le permettra, ce montant global sera adapté régulièrement. En d'autres termes aussi, les impôts communaux et ecclésiastiques supplémentaires à charge de la BCF n'auront pas d'incidence sur le montant global versé à l'Etat.

#### c) Charges supplémentaires pour la BCF

L'impôt communal et ecclésiastique de l'ordre de 5,5 millions de francs et le paiement de la contribution immobilière au taux usuel pour 75 000 francs constitueront des charges supplémentaires pour la BCF.

### 3.2 Conséquences sur le personnel

Le projet de loi n'implique aucun accroissement du personnel de l'Etat. Il permettra certainement de poursuivre le développement de la BCF en la rapprochant des pôles où elle exploite une base d'affaires.

### 3.3 Autres conséquences

Le projet n'a pas d'influence sur la répartition des tâches et des flux financiers entre l'Etat et les communes, à l'exception du fait que, par l'abandon de l'exonération fiscale de la BCF dont il est le seul propriétaire, l'Etat concède un avantage financier aux communes qui bénéficieront ainsi de plusieurs millions de francs d'impôts supplémentaires.

## 4. COMMENTAIRES DES ARTICLES MODIFIÉS

### 4.1 Loi du 22 novembre 1988 sur la BCF

#### Art. 3 al. 2

Cet alinéa 2 prévoit le versement d'une indemnité en couverture de la garantie de l'Etat pour les engagements de la BCF, dont le montant sera fixé d'un commun accord entre la BCF et l'Etat. A défaut d'accord, il est prévu que le Conseil d'Etat tranche.

#### Art. 5 al. 2<sup>bis</sup>

Cet alinéa 2<sup>bis</sup> prévoit la rémunération du capital de dotation, selon les mêmes modalités que pour l'indemnité en couverture de la garantie de l'Etat prévue à l'article 3 al. 2 ci-dessus.

#### Art. 6

Contrairement à la situation actuelle d'exemption fiscale, cet article prévoit maintenant l'assujettissement de la BCF aux impôts cantonaux, communaux et ecclésiastiques sur le bénéfice et le capital, selon le régime applicable aux sociétés de capitaux prévu par la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD), comme pour les sociétés anonymes. Il sera également tenu compte de manière appropriée des normes admises par la Commission fédérale des banques. Les impôts communaux et ecclésiastiques en faveur des communes et paroisses concernées seront régis selon les règles légales applicables en la matière.

Il faut relever que le conseil d'administration de la BCF avait examiné et proposé une répartition des impôts communaux et ecclésiastiques entre toutes les communes et paroisses du canton sur la base du nombre d'habitants de chaque commune, respectivement du nombre de catholiques romains et d'évangéliques réformés de chaque paroisse, avec l'argument principal que l'activité commerciale de la BCF ne se déroule pas que sur quelques sites bien précis, mais plutôt sur l'ensemble du canton. Le Conseil d'Etat n'a pas suivi cette proposition parce que cet argument principal vaut pour la plupart des sociétés, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'écarter du régime légal ordinaire sur ce point. La proposition du conseil d'administration créerait une situation particulière et unique concernant la BCF. Cette situation soulèverait aussi des questions d'équité entre les communes.

#### **Art. 15**

Suppression du comité de banque et de l'audit interne en tant qu'organes de la BCF; adaptation de la terminologie et mise en conformité avec la situation prévalant depuis la nomination d'un organe de révision externe et la soumission de la BCF à la surveillance de la CFB.

#### **Art. 16 al. 2**

Suppression d'une disposition en matière d'incompatibilités dans les organes de la Banque, dès lors que les critères de choix prépondérants sont les compétences et l'indépendance. De plus, un projet de circulaire de la CFB sur le contrôle et la surveillance internes prévoit des précisions en la matière. Les incompatibilités figurant à l'alinéa 1 demeurent.

#### **Art. 18**

Adaptation du texte qui tient compte de la suppression du comité de banque. Quant aux indemnités de déplacement, elles sont supprimées, car comprises dans les jetons de présence, qui sont adaptés.

#### **Art. 20 al. 1**

Le conseil d'administration est réduit de neuf à sept membres. Le Grand Conseil en nommera trois au lieu de quatre, le Conseil d'Etat continuera à en nommer trois et le conseil d'administration un seul au lieu de deux. L'exigence que le Grand Conseil nomme des députés en fonction, du moins lors de leur nomination, est abandonnée.

#### **Art. 20 al. 2**

L'élément déterminant pour être membre du conseil d'administration est d'être doté des aptitudes nécessaires. Il n'est plus fait mention d'une représentation des secteurs économiques et des régions du canton.

#### **Art. 20 al. 3**

Cet alinéa reprend le fait que la présidence du conseil d'administration ne peut pas être assumée par un membre du Conseil d'Etat. En revanche, cet alinéa ne reprend pas la limitation actuelle à deux membres du Conseil d'Etat pouvant faire partie du conseil d'administration. Cette limitation n'a guère de justification.

#### **Art. 20 al. 4 (ancienne teneur)**

Suppression de la disposition selon laquelle le personnel peut faire partie du conseil d'administration. Cette dispo-

sition potestative n'a jamais été appliquée et perd sa justification vu la diminution du nombre des membres du conseil d'administration.

#### **Art. 20 al. 4 (nouvelle teneur)**

Cet alinéa, qui reprend dans sa nouvelle teneur l'ancien alinéa 5, introduit une exception dans la durée maximum des fonctions pour le président du conseil d'administration, afin d'éviter un éventuel remplacement au cours d'une période.

#### **Art. 21 al. 2**

Adaptation de la dénomination à la pratique usuelle dans les banques (président de la direction générale au lieu du directeur général). La deuxième phrase prévoit maintenant que le président du conseil d'administration et le président de la direction générale informent régulièrement la Direction du Conseil d'Etat en charge des relations avec la BCF, soit actuellement la Direction des finances. Cette exigence est tout à fait dans la ligne du code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise. Elle permet de faire face à la situation où le Directeur des finances ne ferait plus partie du conseil d'administration. A relever que l'article 7 de l'ordonnance du 12 mars 2002 fixant les attributions des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie prévoit que la Direction des finances a, dans ses attributions, les relations avec la Banque cantonale de Fribourg. De plus, cette exigence est largement justifiée par la garantie totale des engagements financiers de la BCF par l'Etat.

#### **Art. 22 al. 1**

Le comité de banque étant supprimé, le conseil d'administration, réduit à sept membres, est appelé à se réunir plus fréquemment (jusqu'à maintenant au moins une fois par trimestre).

#### **Art. 22 al. 2**

Vu la réduction du nombre des membres du conseil d'administration de neuf à sept, le quorum est fixé à quatre au lieu de cinq.

#### **Art. 23**

Adaptation de la dénomination (idem à l'art. 21 al. 2).

#### **Art. 25 al. 3 let. b**

Adaptation de la terminologie à la pratique actuelle et transfert au conseil d'administration de certaines compétences de nomination réservées jusque-là au comité de banque.

#### **Art. 25 al. 3 let. j**

Transfert de compétence du comité de banque au conseil d'administration des plus importants travaux d'entretien et de rénovation d'immeubles.

#### **Art. 25 al. 3 let. n**

Le conseil d'administration n'ayant aucune compétence en matière de crédits, il doit prendre connaissance désormais des octrois de crédits de la direction générale, et plus du comité de banque qui est supprimé.

Pour le surplus, adaptation de la terminologie.

**Art. 25 al. 3 let. q**

Transfert d'une compétence exercée jusque-là par le comité de banque.

**Art. 26**

Adaptation du texte à la situation nouvelle et à la dénomination de la pratique. Possibilité est donnée au conseil d'administration de créer des comités spéciaux, si nécessaire, en vue de se conformer à la législation bancaire.

**Art. 27 à 31**

Ces articles sont abrogés à la suite de la suppression du comité de banque dont les attributions sont réparties entre le conseil d'administration et la direction générale.

La direction générale reçoit les attributions complémentaires suivantes: la fixation du taux hypothécaire de référence (elle fixera aussi tous les taux d'intérêt); la nomination et la révocation des directeurs de succursales 2 et des mandataires commerciaux; et la décision, en cas de réalisation forcée, de l'achat et de la vente d'immeubles grevés en faveur de la Banque.

Le conseil d'administration reçoit les attributions complémentaires suivantes: la nomination des directeurs de succursales de région et des auditeurs; les travaux d'entretien et de rénovation d'immeubles qui dépassent le montant fixé par le règlement général; et la compétence de fixer, toujours dans le cadre de la politique salariale qui est déjà de sa compétence, le traitement du président et des membres de la direction générale et du chef de l'audit interne, tout en pouvant déléguer l'examen de cette tâche à un comité spécial.

**Art. 32**

Adaptation de la dénomination (idem à l'art. 21 al. 2).

**Art. 33 al. 1**

Adaptation du texte à la nouvelle situation (suppression du comité de banque).

**Art. 33 al. 2 let. b**

Adaptation du texte à la nouvelle situation (suppression du comité de banque).

**Art. 33 al. 2 let. d**

La compétence de fixer le taux hypothécaire de référence est transférée du comité de banque à la direction générale qui fixe désormais tous les taux d'intérêt.

**Art. 33 al. 2 let. e**

Adaptation à la nouvelle situation (le traitement des directeurs de succursales de région et des directeurs de succursales 2 est fixé par la direction générale).

**Art. 33 al. 2 let. f et g**

Ces nouvelles dispositions transfèrent à la direction générale des compétences jusque-là exercées par le comité de banque.

**Art. 34, 37, 38 et 39**

Adaptation de la dénomination (idem à l'art. 21 al. 2).

**Art. 42 al. 1**

Nouvelle dénomination conforme à la pratique usuelle (l'inspectorat qui contrôle devient l'audit interne qui révisé).

**Art. 42 al. 3**

Adaptation à la nouvelle situation (au lieu du président du conseil d'administration et de la direction, les rapports de l'audit interne sont adressés au conseil d'administration et à la direction générale).

**Art. 43**

Adaptation à la nouvelle situation et à la pratique (les chefs de succursales et les correspondants ne sont plus mentionnés; les instructions administratives sont remplacées par les directives).

**Art. 48**

Disposition transitoire à la suite de la réduction de 9 à 7 du nombre des membres du conseil d'administration.

**4.2 La loi du 10 mai 1965 sur les impôts communaux (LICO)**

Conformément à la motion N° 106.05 Denis Boivin acceptée par le Grand Conseil, la BCF renonce au taux réduit de 1‰ et sera donc soumise au taux plafond usuel de 3‰ de la contribution immobilière frappant les immeubles affectés à son exploitation. L'alinéa 3 de l'article 2 LICO est ainsi modifié en conséquence.

**5. CONCLUSION**

En conclusion, le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de loi modifiant la loi sur la Banque cantonale de Fribourg et dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**BOTSCHAFT Nr. 285 26. September 2006  
des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Freiburger Kantonalbank**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank.

**1. ALLGEMEINES**

Das Organisationsgesetz der Freiburger Kantonalbank (FKB) ist im Jahr 1988 totalrevidiert worden (Gesetz vom 22. November 1988).

Seitdem ist es noch dreimal teilrevidiert worden: 1993, namentlich hinsichtlich der Bezeichnung einer unabhängigen Revisionsstelle, 1996 insbesondere in Bezug auf den Namenswechsel und die Unterstellung unter die vollumfängliche Aufsicht der Eidgenössischen Bankenkommision (EBK) und schliesslich 1999, als beschlossen wurde, die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder von dreizehn auf neun zu senken und die Höchstdauer des Verwaltungsratsmandats auf zwölf Jahre festzusetzen.



Gleichzeitig hat sich die FKB auch intern neu organisiert und ihre Strategie auf die wirklichen Marktbedürfnisse ausgerichtet.

Dank dieser Anpassungen hat sie eine erfreuliche Entwicklung zu verzeichnen und im Jahr 2005 finanzielle Ergebnisse ausgewiesen, die sich seit 12 Jahren kontinuierlich gesteigert haben.

Was die Rechtsform der FKB betrifft, die schon 1999 zur Diskussion stand, nämlich Festhalten an der bisherigen Rechtsform oder Umwandlung in eine Aktiengesellschaft, so ist nach der Entwicklung in diesem Bereich, den negativen Resultaten in Volksabstimmungen anderer Kantone und der gegenwärtigen Tendenz zurzeit eher dem Festhalten am Bisherigen den Vorzug zu geben.

Die FKB beabsichtigt allerdings, sich wie die ausserbörslichen Gesellschaften einem Rating durch eine anerkannte Ratingagentur zu unterziehen. Das Rating einer anerkannten Agentur wie beispielsweise Standard and Poor's geniesst weltweit grösste Anerkennung, informiert die Anleger über die Bonität der Emittenten, erleichtern diesen den Zugang zu den Kapitalmärkten, was einen vorteilhafteren Zins ermöglicht (Emissionsspanne).

Das Rating erleichtert durch die Transparenz, die es hinsichtlich der finanziellen Solidität eines Bankinstituts bringt, die Verhandlungen mit den Finanz- und Geschäftspartnern. Ab 2007 können übrigens gemäss «Basel II» die Geldgeber ein anerkanntes Rating verlangen.

Allerdings ist darauf hinzuweisen, dass ein Rating der FKB durch eine anerkannte Ratingagentur faktisch weitgehend einem Rating des Staates Freiburg entsprechen wird, weil dieser gemäss Artikel 3 FKBG für die finanziellen Verbindlichkeiten der FKB haftet, was für den Staat und insbesondere für die Finanzverwaltung viel Arbeit bedeuten würde.

## **2. ZWECK DER GESETZESREVISION**

Seit der letzten Teilrevision des Kantonalbankgesetzes im Jahr 1999 haben einschneidende Ereignisse die Finanz- und Bankenwelt im Ausland wie auch in der Schweiz geprägt.

So hat man – nach diversen Finanzskandalen und aufsehenerregenden Konkursen namentlich in den USA – damit begonnen, die Betriebsabläufe von Unternehmen, deren Kontrolle wie auch die Aufsicht der verantwortlichen Organe zu hinterfragen.

Auch in der Schweiz sind in grossen Unternehmen und in Bankinstituten Missstände aufgedeckt worden.

Im Bewusstsein um diese Probleme und der Notwendigkeit, etwas gegen die festgestellten Mängel tun zu müssen, wurden von verschiedener Seite Vorschriften erlassen, mit denen weitere Missstände in der Wirtschafts- und Finanzwelt verhindert werden sollen.

So hat in der Schweiz der Verband der Schweizer Unternehmen (economiesuisse) in Absprache mit der SWX Swiss Exchange einen «Swiss Code of Best Practice for Corporate Governance» ausgearbeitet. Die Schweizerische Bankiervereinigung (SBVg) hat ihrerseits im Juni 2002 neue «Richtlinien zur Internen Kontrolle» (Nr. 7174) erlassen, die am 1. Januar 2003 in Kraft getreten sind.

Aus diesen Dokumenten und den verschiedenen Kommentaren, die auf ihre Veröffentlichung folgten, geht insbesondere hervor, dass in den Unternehmen und Bankinstituten für eine klare Trennung von Verwaltungsrat als Aufsichtsbehörde und Generaldirektion als Verwaltungsorgan gesorgt werden muss. Ausserdem sollte der Verwaltungsrat möglichst klein sein, damit die Entscheidungen rascher und organisierter getroffen werden können und alle Verwaltungsratsmitglieder auf dem gleichen Informationsstand sind.

### **2.1 Verwaltungsrat**

Gestützt darauf wird vorgeschlagen, die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder von neun auf sieben zu senken und folglich den Verteilschlüssel der Anzahl vom Grossen Rat, vom Staatsrat und vom Verwaltungsrat selber ernannten Mitglieder zu ändern.

Die vorgeschlagene Massnahme führt zur Abschaffung des Bankausschusses. Seine Befugnisse werden unter dem Verwaltungsrat und der Generaldirektion aufgeteilt.

Der Verwaltungsrat wird häufiger tagen müssen, was mit sieben Mitgliedern auch einfacher sein dürfte.

### **2.2 Kein Steuerprivileg mehr**

Um gleich wie die anderen Banken behandelt zu werden, schlägt die FKB vor, dass ihr Steuerprivileg aufgehoben wird.

Somit wird die FKB nicht mehr von den Kantons-, Gemeinde- und Kirchensteuern auf dem Gewinn und dem Kapital befreit sein; sie wird auch in Umsetzung der vom Grossen Rat angenommenen Motion Boivin wie die anderen Rechtsträger Liegenschaftssteuern entrichten. Allerdings bleibt sie in Anwendung von Artikel 56 Bst. b des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer vom 14. Dezember 1990 weiterhin von der Bezahlung der direkten Bundessteuer befreit.

Die Aufteilung der Gemeinde- und Kirchensteuern auf dem Gewinn und dem Kapital der FKB unter den betroffenen Gemeinden und Pfarreien/Kirchgemeinden des Kantons richten sich nach den geltenden einschlägigen Gesetzesbestimmungen.

Die FKB wird dem Staat ausserdem jedes Jahr als Gewinnanteil als Eigentümer Zinsen für das Dotationskapital und eine Abgeltung für die vom Staat für die finanziellen Verbindlichkeiten der FKB geleistete Garantie zahlen.

### **2.3 Weitere Änderungen**

Es werden auch noch weitere geringfügige Korrekturen am Gesetz vorgenommen. Dabei geht es um die Verwendung der bankenüblichen Terminologie oder eine Anpassung an die Praxis.

## **3. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS**

### **3.1 Finanzielle Folgen**

#### **a) Steuern**

Um die Kantonssteuern schätzen zu können, ist von einem (steuerlich abzugsfähigen) Betrag für die an den

Staat geleistete Abgeltung für die Garantie der finanziellen Verbindlichkeiten der FKB auszugehen. Geht man von einer Abgeltung von 10 Millionen Franken aus, so ergibt sich für die Kantonssteuern auf dem Gewinn und dem Kapital ein Betrag von um die 5,7 Millionen Franken.

Den betroffenen Gemeinden kämen rund 4,9 Millionen Franken zugute, den Pfarreien/Kirchgemeinden 570 000 Franken.

Die Ablösung des auf 1%o begrenzten Satzes durch den Höchstsatz von 3%o der Liegenschaftssteuer auf den Bankgebäuden wird den betroffenen Gemeinden Steuer-mehreinnahmen von rund 75 000 Franken bringen.

#### b) Ausschüttungen an den Staat

Artikel 47 des Gesetzes über die Gewinnverteilung bleibt unverändert. Im Jahr 2006 hat die FKB auf der Grundlage des Geschäftsjahres 2005 dem Staat 15,5 Millionen Franken überwiesen und zusätzlich einen ausserordentlichen Beitrag von 3,5 Millionen Franken zugeteilt. Seit 1990 machen diese Zahlungen insgesamt 181 Millionen Franken aus (mehr als 2,5 Mal das Dotationskapital).

In Zukunft sieht der neue Absatz 2 von Artikel 3 vor, dass der Staat für die Staatsgarantie eine Abgeltung erhält, die im Einvernehmen mit dem Staatsrat und dem Verwaltungsrat nach Massgabe der Risiken, Ergebnisse und Eigenmittel der FKB festgesetzt wird. Diese Abgeltung stellt einen steuerlich abzugsfähigen Aufwand dar.

Ausserdem wird die FKB dem Staat für das Dotationskapital Zinsen zahlen, ein Aufwand, der steuerlich nicht abzugsfähig ist, da die Verzinsung des Dotationskapitals dem Anteil des Staates, als Eigentümer, am Gewinn der FKB entspricht.

Nach den neuen Gesetzesbestimmungen wird der Staat drei Einnahmequellen haben:

- 1) Kantonssteuer;
- 2) Entschädigung zur Abgeltung der Staatsgarantie für die finanziellen Verpflichtungen;
- 3) Verzinsung des Dotationskapitals (Gewinnanteil als Eigentümer).

Der Gesamtbetrag aus diesen drei Einnahmequellen für den Staat wird mindestens dem gleichen Gesamtbetrag entsprechen, der dem Staat Freiburg bisher nur schon als Gewinnanteil zugekommen ist, und zwar 19 Millionen Franken im Jahr 2006 auf der Grundlage der Jahresrechnung 2005 der Bank. Sofern es die finanzielle Situation der Bank erlauben wird, soll dieser Gesamtbetrag regelmässig angepasst werden. Mit anderen Worten werden auch die zusätzlichen Gemeinde- und Kirchensteuern zu Lasten der FKB keinen Einfluss auf den dem Staat bezahlten Gesamtbetrag haben.

#### c) Mehraufwand für die FKB

Die Gemeinde- und Kirchensteuern von rund 5,5 Millionen Franken und die Bezahlung der Liegenschaftssteuer zum üblichen Satz von 75 000 Franken werden einen Mehraufwand für die FKB bewirken.

### 3.2 Personelle Konsequenzen

Der Gesetzesentwurf führt zu keinem erhöhten Personalbedarf beim Staat. Er wird sicher die Weiterentwicklung

der FKB ermöglichen, indem er sie den Zentren näher bringt, in denen sie eine Geschäftsbasis betreibt.

### 3.3 Weitere Folgen

Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung und die Finanzflüsse zwischen Kanton und Gemeinden, ausser dass der Staat mit der Aufhebung des Steuerprivilegs der FKB, deren Alleineigentümer er ist, den Gemeinden finanzielle Vorteile gewährt, da sie in den Genuss mehrerer zusätzlicher Steuermillionen kommen.

## 4. KOMMENTAR DER GEÄNDERTEN ARTIKEL

### 4.1 Gesetz vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank

#### Art. 3 Abs. 2

Dieser Absatz 2 sieht vor, dass der Staat eine jährliche Abgeltung für die Staatsgarantie für die Verpflichtungen der FKB erhält. Der Betrag wird in gegenseitigem Einvernehmen zwischen der FKB und dem Staat festgelegt. Es ist vorgesehen, dass der Staatsrat entscheidet, falls keine Einigung zustande kommt.

#### Art. 5 Abs. 2<sup>bis</sup>

Absatz 2<sup>bis</sup> sieht die Verzinsung des Dotationskapitals vor, und zwar nach denselben Modalitäten wie für die Abgeltung der Staatsgarantie nach Artikel 3 Abs. 2 (siehe oben).

#### Art. 6

Entgegen der gegenwärtigen Steuerbefreiung sieht dieser Artikel vor, dass die FKB künftig den Staats-, Gemeinde- und Kirchensteuern auf dem Gewinn und dem Kapital unterstellt ist, und zwar nach den für die Kapitalgesellschaften geltenden Vorschriften des Gesetzes vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG), wie sie für die Aktiengesellschaften gelten. Es wird auch den von der Eidgenössischen Bankkommission zugelassenen Normen entsprechend Rechnung getragen. Die Gemeinde- und Kirchensteuern zugunsten der betroffenen Gemeinden und Pfarreien/Kirchgemeinden werden nach den dafür geltenden Vorschriften erhoben.

Es ist darauf hinzuweisen, dass der Verwaltungsrat der FKB eine Aufteilung der Gemeinde- und Kirchensteuern zwischen allen Gemeinden und Pfarreien/Kirchgemeinden des Kantons nach Anzahl Einwohner der einzelnen Gemeinden bzw. der Anzahl Katholiken und Reformierten der einzelnen Pfarreien und Kirchgemeinden geprüft und vorgeschlagen hatte, mit dem Hauptargument, dass sich die Geschäftstätigkeit der FKB nicht auf einige bestimmte Standorte beschränke, sondern sich auf den ganzen Kanton erstreckte. Der Staatsrat ist diesem Vorschlag nicht gefolgt, weil dieses Hauptargument auf die meisten Gesellschaften zutrifft, so dass diesbezüglich nicht von den ordentlichen Gesetzesvorschriften abzuweichen ist. Der Vorschlag des Verwaltungsrats würde zu einer Ausnahme- und Sonderstellung der FKB führen. Diese Situation würde auch zu einer Billigkeitsfrage unter den Gemeinden führen.

#### Art. 15

Aufhebung des Bankausschusses und der internen Revisionsstelle als Organe der FKB; terminologische Anpassung und Anpassung an die aktuellen Gegebenheiten seit

der Ernennung einer externen Revisionsstelle und der Unterstellung der FKB unter die Aufsicht der EBK.

#### **Art. 16 Abs. 2**

Aufhebung einer Unvereinbarkeitsbestimmung, da künftig die hauptsächlichen Auswahlkriterien die Fachkompetenz und die Unabhängigkeit sind. Ausserdem sieht ein Entwurf des Rundschreibens der EBK über die interne Kontrolle und Aufsicht diesbezügliche Erläuterungen vor. Die Unvereinbarkeiten nach Absatz 1 gelten weiterhin.

#### **Art. 18**

Anpassung des Textes unter Berücksichtigung der Aufhebung des Bankausschusses. Die Reisespesen werden nicht mehr erwähnt, da sie in den Sitzungsgeldern inbegriffen sind, die angepasst werden.

#### **Art. 20 Abs. 1**

Die Mitgliederzahl des Verwaltungsrats wird von neun auf sieben herabgesetzt. Der Grosse Rat wird drei statt wie bisher vier Mitglieder ernennen, der Staatsrat weiterhin drei Mitglieder und der Verwaltungsrat selber nur noch ein Mitglied statt wie bisher zwei Mitglieder. Die Anforderung, dass die vom Grossen Rat gewählten Mitglieder mindestens zum Zeitpunkt ihrer Ernennung Mitglieder des Grossen Rates sein müssen, wird aufgehoben.

#### **Art 20 Abs. 2**

Wichtigstes Kriterium für die Wahl in den Verwaltungsrat ist die entsprechende Fachkompetenz, über die die betreffende Person verfügen muss. Die angemessene Vertretung der Wirtschaftszweige und der Regionen des Kantons wird nicht mehr erwähnt.

#### **Art. 20 Abs. 3**

Dieser Absatz übernimmt die Tatsache, dass ein Mitglied des Staatsrats nicht den Verwaltungsratsvorsitz übernehmen kann. Hingegen übernimmt dieser Abschnitt nicht die gegenwärtige Einschränkung, dass zwei Mitglieder des Staatsrats im Verwaltungsrat Einsitz nehmen können. Diese Beschränkung ist kaum gerechtfertigt.

#### **Art. 20 Abs. 4 (alter Wortlaut)**

Aufhebung der Bestimmung, wonach das Personal der Bank in den Verwaltungsrat gewählt werden kann. Diese Kann-Bestimmung wurde nie angewendet und verliert mit der Verringerung der Mitgliederzahl des Verwaltungsrats ihre Berechtigung.

#### **Art. 20 Abs. 4 (neuer Wortlaut)**

Dieser Absatz übernimmt in seinem Wortlaut den bisherigen Absatz 5 und führt eine Ausnahme bezüglich der maximalen Amtsdauer für den Verwaltungsratspräsidenten ein, um zu verhindern, dass dieser allenfalls während einer laufenden Amtsperiode ersetzt werden muss.

#### **Art. 21 Abs. 2**

Anpassung an die bei den Banken übliche Bezeichnung «Präsident der Generaldirektion» statt «Generaldirektor». Der zweite Satz sieht neu vor, dass der Präsident des Verwaltungsrats in regelmässigen Abständen die für die

Beziehungen mit der FKB zuständige Direktion (gegenwärtig die Finanzdirektion) informiert. Diese Anforderung entspricht durchaus den Empfehlungen des schweizerischen Verhaltenskodex für Corporate Governance. Mit dieser Vorschrift ist vorgesorgt, falls einmal der Finanzdirektor nicht mehr Mitglied des Verwaltungsrats sein sollte. Ausserdem sei hervorgehoben, dass Artikel 7 der Verordnung vom 12. März 2002 über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei bei den Zuständigkeitsbereichen der Finanzdirektion die Beziehungen zur Freiburger Kantonalbank vorsieht. Ausserdem ist diese Vorschrift durch die Staatsgarantie für alle finanziellen Verpflichtungen der FKB mehr als gerechtfertigt.

#### **Art. 22 Abs. 1**

Da der Bankausschuss abgeschafft ist, muss der auf sieben Mitglieder reduzierte Verwaltungsrat öfters zusammenkommen (bis jetzt mindestens einmal pro Vierteljahr).

#### **Art. 22 Abs. 2**

Aufgrund der Reduktion der Mitgliederzahl des Verwaltungsrats von neun auf sieben Mitglieder wird das Quorum bei vier statt bisher fünf anwesenden Mitgliedern festgesetzt.

#### **Art. 23**

Anpassung der Bezeichnung (wie bei Art. 21 Abs. 2).

#### **Art. 25 Abs. 3 Bst. b**

Terminologische Anpassung an die geltende Praxis und Übertragung gewisser Befugnisse, die bisher der Bankausschuss innehatte, an den Verwaltungsrat.

#### **Art. 25 Abs. 3 Bst. j**

Übertragung der Entscheidungsbefugnis des Bankausschusses für grosse Unterhalts- und Renovationsarbeiten von Liegenschaften an den Verwaltungsrat.

#### **Art. 25 Abs. 3 Bst. n**

Da der Verwaltungsrat über keine Kreditkompetenzen verfügt, muss er künftig Einsicht in die Kreditgewährung der Generaldirektion nehmen und nicht mehr der Bankausschuss, der ja aufgehoben ist.

Die weiteren Änderungen betreffen terminologische Anpassungen.

#### **Art. 25 Abs. 3 Bst. q**

Übertragung einer Befugnis, die bisher der Bankausschuss innehatte.

#### **Art. 26**

Anpassung des Textes an die aktuellen Gegebenheiten und die in der Praxis verwendeten Bezeichnungen. Der Verwaltungsrat kann, falls nötig, Sonderausschüsse bilden, um so der Bankengesetzgebung zu entsprechen.

#### **Art. 27–31**

Diese Artikel werden aufgehoben, da der Bankausschuss abgeschafft und seine Befugnisse unter Verwaltungsrat und Generaldirektion aufgeteilt werden.

Die Generaldirektion erhält die folgenden zusätzlichen Befugnisse: Festsetzung des Basiszinssatzes für Hypotheken (sie wird auch alle anderen Zinssätze festlegen), Ernennung und Absetzung der Niederlassungsdirektoren 2 und der Handlungsbevollmächtigten sowie Entscheidungsbefugnis bei Zwangsversteigerungen über den Kauf und Verkauf von Liegenschaften, die zugunsten der Bank belastet sind.

Der Verwaltungsrat erhält die folgenden zusätzlichen Befugnisse: Ernennung der Regionaldirektoren und Revisoren, Entscheid über Unterhalts- und Renovationsarbeiten von Liegenschaften, wenn die Kosten über dem im Geschäftsreglement festgesetzten Betrag liegen, Festlegung der Gehälter des Präsidenten und der Mitglieder der Generaldirektion und des Leiters der internen Revision im Rahmen der Lohnpolitik, die schon in seiner Zuständigkeit liegt, wobei die Überprüfung dieser Aufgabe einem Sonderausschuss übertragen werden kann.

**Art. 32**

Anpassung der Bezeichnung (wie bei Art. 21 Abs. 2).

**Art. 33 Abs. 1**

Anpassung des Textes an die neue Situation (Abschaffung des Bankausschusses).

**Art. 33 Abs. 2 Bst. b**

Anpassung des Textes an die neue Situation (Abschaffung des Bankausschusses).

**Art. 33 Abs. 2 Bst. d**

Die Befugnis zur Festsetzung des Basiszinssatzes wird vom Bankausschuss auf die Generaldirektion übertragen, die künftig alle Zinssätze festlegt.

**Art. 33 Abs. 2 Bst. e**

Anpassung an die neue Situation (die Besoldung der Regionaldirektoren und der Niederlassungsdirektoren 2 wird von der Generaldirektion festgelegt).

**Art. 33 Abs. 2 Bst. f und g**

Diese neuen Bestimmungen übertragen der Generaldirektion Befugnisse, die bisher der Bankausschuss innehatte.

**Art. 34, 37, 38 und 39**

Anpassung der Bezeichnung (wie bei Art. 21 Abs. 2)

**Art. 42 Abs. 1**

Neue Bezeichnung entsprechend der üblichen Praxis (das Inspektorat, das kontrolliert, wird zur internen Revision, welche die Revisionsaufgaben wahrnimmt).

**Art. 42 Abs. 3**

Anpassung an die neue Situation (die internen Revisionsberichte gehen nicht mehr an den Präsidenten des Verwaltungsrats und die Direktion, sondern an den Verwaltungsrat und die Generaldirektion).

**Art. 43**

Anpassung an die neue Situation und Praxis (die Leiter der Zweigstellen und die Vertreter werden nicht mehr erwähnt; die Weisungsanweisungen durch Weisungen ersetzt).

**Art. 48**

Übergangsbestimmung infolge der Verringerung der Zahl der Verwaltungsratsmitglieder von 9 auf 7.

**4.2 Gesetz vom 10. Mai 1965 über die Gemeindesteuern (GStG)**

Entsprechend der vom Grossen Rat am 7. Februar 2006 angenommenen Motion Denis Boivin (Nr. 106.05; TGR S. 225) verzichtet die FKB auf den gekürzten Satz von 1‰ und wird somit künftig auf den Bankliegenschaften zum üblichen Höchstsatz von 3‰ für die Liegenschaftsteuer besteuert. Artikel 2 Abs. 3 GStG wird dementsprechend angepasst.

**5. SCHLUSS**

Der Staatsrat ersucht Sie, diesen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Freiburger Kantonalbank anzunehmen, dessen Inkrafttreten für den 1. Januar 2007 vorgesehen ist.



Projet du 26.09.2006

Entwurf vom 26.09.2006

## Loi

du

### modifiant la loi sur la Banque cantonale de Fribourg

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 26 septembre 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### Art. 1

La loi du 22 novembre 1988 sur la Banque cantonale de Fribourg (RSF 961.1) est modifiée comme il suit:

##### *Art. 3 al. 2 (nouveau)*

<sup>2</sup> En couverture de cette garantie, la Banque verse chaque année à l'Etat une indemnité qui tient compte des risques et des résultats de la Banque. Le montant de cette indemnité est fixé d'un commun accord entre le Conseil d'Etat et le conseil d'administration de la Banque, sur la proposition du président de la direction générale. A défaut d'accord, le Conseil d'Etat tranche.

##### *Art. 5 al. 2<sup>bis</sup> (nouveau)*

<sup>2bis</sup> Le capital de dotation est rémunéré compte tenu des résultats de la Banque. Le taux de cette rémunération est fixé chaque année d'un commun accord entre le Conseil d'Etat et le conseil d'administration de la Banque, sur la proposition du président de la direction générale. A défaut d'accord, le Conseil d'Etat tranche.

## Gesetz

vom

### zur Änderung des Gesetzes über die Freiburger Kantonalbank

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 26. September 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### Art. 1

Das Gesetz vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank (SGF 961.1) wird wie folgt geändert:

##### *Art. 3 Abs. 2 (neu)*

<sup>2</sup> Die Bank leistet dem Staat für die Staatsgarantie jährlich eine Abgeltung, welche den Risiken und den Ergebnissen der Bank Rechnung trägt. Der Betrag dieser Abgeltung wird auf Antrag des Präsidenten der Generaldirektion und in gegenseitigem Einvernehmen zwischen dem Staatsrat und dem Verwaltungsrat der Bank festgelegt. Kommt keine Einigung zustande, entscheidet der Staatsrat.

##### *Art. 5 Abs. 2<sup>bis</sup> (neu)*

<sup>2bis</sup> Das Dotationskapital wird verzinst, wobei den Ergebnissen der Bank Rechnung zu tragen ist. Der entsprechende Zinssatz wird jedes Jahr auf Antrag des Präsidenten der Generaldirektion und in gegenseitigem Einvernehmen zwischen dem Staatsrat und dem Verwaltungsrat der Bank festgelegt. Kommt keine Einigung zustande, entscheidet der Staatsrat.

**Art. 6** Impôts sur le bénéfice et le capital

La Banque est soumise aux impôts cantonaux, communaux et ecclésiastiques sur le bénéfice et le capital, selon le régime applicable aux sociétés de capitaux.

**Art. 15** Organes

Les organes de la Banque sont:

- a) le conseil d'administration;
- b) la direction générale;
- c) l'audit externe.

**Art. 16 al. 2**

*Abrogé*

**Art. 18** Rétribution des organes

Le président du conseil d'administration et les administrateurs ont droit à des allocations fixes et des jetons de présence fixés par le conseil d'administration.

**Art. 20** Composition

<sup>1</sup> Le conseil d'administration est composé de sept membres. Trois membres sont nommés par le Grand Conseil, trois par le Conseil d'Etat et un par le conseil d'administration lui-même.

<sup>2</sup> Ces membres doivent disposer des connaissances professionnelles nécessaires.

<sup>3</sup> Un membre du Conseil d'Etat ne peut pas assumer la présidence du conseil d'administration.

<sup>4</sup> Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une période de quatre ans au plus et débutant ordinairement un 1<sup>er</sup> juin. Ils sont rééligibles mais, dans tous les cas, la durée totale de leur mandat ne peut excéder douze ans, sauf pour le président qui peut terminer la période en cours.

**Art. 6** Gewinn- und Kapitalsteuer

Die Bank muss nach den für die Kapitalgesellschaften geltenden Vorschriften Staats-, Gemeinde- und Kirchensteuern auf dem Gewinn und dem Kapital entrichten.

**Art. 15** Bankorgane

Die Organe der Bank sind:

- a) der Verwaltungsrat;
- b) die Generaldirektion;
- c) die externe Revisionsstelle.

**Art. 16 Abs. 2**

*Aufgehoben*

**Art. 18** Entschädigung

Der Präsident des Verwaltungsrates und die Mitglieder des Verwaltungsrates erhalten eine feste Entschädigung sowie Sitzungsgelder, deren Höhe vom Verwaltungsrat festgelegt wird.

**Art. 20** Zusammensetzung

<sup>1</sup> Der Verwaltungsrat besteht aus sieben Mitgliedern. Drei Mitglieder werden vom Grossen Rat, drei vom Staatsrat und ein Mitglied vom Verwaltungsrat selber ernannt.

<sup>2</sup> Die Verwaltungsratsmitglieder müssen über die erforderlichen Fachkenntnisse verfügen.

<sup>3</sup> Ein Mitglied des Staatsrats kann nicht den Verwaltungsratsvorsitz übernehmen.

<sup>4</sup> Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden für eine Amtsperiode von höchstens vier Jahren ernannt, die normalerweise am 1. Juni eines Jahres beginnt. Sie sind wieder wählbar, aber die Gesamtdauer ihres Mandats ist in jedem Fall auf zwölf Jahre begrenzt. Davon ausgenommen ist der Verwaltungsratspräsident, der die laufende Amtsperiode beenden kann.

### **Art. 21 al. 2**

<sup>2</sup> Il [le président du conseil d'administration] prend contact régulièrement avec le président de la direction générale et donne son avis sur toutes les questions importantes. Ils informent régulièrement la Direction du Conseil d'Etat chargée des relations avec la Banque.

### **Art. 22 al. 1, 1<sup>re</sup> phr., et al. 2**

<sup>1</sup> Le président convoque le conseil d'administration chaque fois que les circonstances l'exigent, en règle générale une fois par mois, mais au moins huit fois par année. (...).

<sup>2</sup> Le conseil d'administration peut prendre une décision valable s'il réunit au moins quatre membres.

### **Art. 23** Voix consultative

Le président et les membres de la direction générale assistent aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

### **Art. 25 al. 3 let. b, 1<sup>re</sup> phr., j, n et q (nouvelle)**

[<sup>3</sup> Il [le conseil d'administration] a notamment les attributions suivantes:]

- b) il nomme le président de la direction générale, les directeurs, les directeurs de succursales de région, les directeurs adjoints, le chef de l'audit interne, les auditeurs et les sous-directeurs; il fixe leur traitement initial et peut prononcer leur révocation. (...);
- j) il décide de l'achat et de la vente d'immeubles à l'usage de la Banque, ainsi que des travaux d'entretien et de rénovation d'immeubles qui dépassent le montant fixé par le règlement général;
- n) il prend régulièrement connaissance des octrois de crédits de la direction générale, des rapports de l'organe de révision bancaire et de l'audit interne ainsi que des situations financières trimestrielles présentées par le président de la direction générale;
- q) il fixe, dans le cadre de la politique salariale, le traitement du président et des membres de la direction générale et du chef de l'audit interne. Il peut déléguer l'examen de cette tâche à un comité selon l'article 26 al. 2.

### **Art. 21 Abs. 2**

<sup>2</sup> Er [der Präsident des Verwaltungsrats] hat regelmässig Kontakt mit dem Präsidenten der Generaldirektion und gibt zu allen wichtigen Geschäften seine Meinung ab. Sie informieren in regelmässigen Abständen die für die Beziehungen mit der Bank zuständige Direktion.

### **Art. 22 Abs. 1, 1. Satz, und Abs. 2**

<sup>1</sup> Der Präsident beruft den Verwaltungsrat ein, sooft es die Umstände erfordern, in der Regel einmal pro Monat, jedoch mindestens achtmal pro Jahr. (...).

<sup>2</sup> Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens vier Mitglieder anwesend sind.

### **Art. 23** Beratende Stimme

Der Präsident der Generaldirektion und die Mitglieder der Generaldirektion wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei.

### **Art. 25 Abs. 3 Bst. b, 1. Satz, j, n und q (neu)**

[<sup>3</sup> Er [der Verwaltungsrat] hat insbesondere folgende Befugnisse:]

- b) er ernennt den Präsidenten der Generaldirektion, die Direktoren, die Regionaldirektoren, die stellvertretenden Direktoren, den Leiter der internen Revision, die Revisoren und die Vizedirektoren. Er legt ihr Anfangsgehalt fest und entscheidet gegebenenfalls über ihre Absetzung (...);
- j) er entscheidet über Kauf und Verkauf von Bankliegenschaften und über die Unterhalts- und Renovationsarbeiten von Liegenschaften, wenn die Kosten über dem im Geschäftsreglement festgesetzten Betrag liegen;
- n) er nimmt regelmässig Einsicht in die Kreditgewährung der Generaldirektion, in die Berichte der bankengesetzlichen Revisionsstelle und der internen Revision sowie in die vierteljährlichen Berichte des Präsidenten der Generaldirektion über die Finanzlage;
- q) er legt im Rahmen der Lohnpolitik die Gehälter des Präsidenten und der Mitglieder der Generaldirektion sowie des Leiters der internen Revision fest. Er kann die Überprüfung dieser Aufgabe einem Ausschuss nach Artikel 26 Abs. 2 übertragen.

**Art. 26** Délégation des compétences

<sup>1</sup> Une partie des attributions du conseil d'administration peut être déléguée par le règlement général à la direction générale, au président de la direction générale ou aux directeurs.

<sup>2</sup> Le conseil d'administration peut aussi créer des comités spéciaux.

**Subdivision B (art. 27 à 31)**

*Abrogée*

**Art. 32** Composition

La direction générale est composée du président et des membres de la direction générale.

**Art. 33 al. 1 et 2 let. b, d, e, f (nouvelle) et g (nouvelle)**

<sup>1</sup> La direction générale gère les affaires courantes de la Banque, conformément à la présente loi, aux règlements et aux décisions du conseil d'administration.

[<sup>2</sup> La direction générale a les attributions suivantes:]

- b) elle émet les préavis sur les affaires à soumettre au conseil d'administration;
- d) elle fixe les taux d'intérêt;
- e) elle fixe, dans le cadre de la politique salariale définie par le conseil d'administration, le traitement des directeurs adjoints, des sous-directeurs, des directeurs de succursales de région, des directeurs de succursales 2, des fondés de pouvoir, des mandataires commerciaux et des collaborateurs de la Banque;
- f) elle nomme les directeurs de succursales 2 et les mandataires commerciaux; elle peut prononcer leur révocation;
- g) elle décide, en cas de réalisation forcée, de l'achat et de la vente d'immeubles grevés en faveur de la Banque.

**Art. 34** Attributions

Les attributions de la direction générale, du président de la direction générale et des membres de la direction générale sont précisées par le règlement général.

**Art. 26** Kompetenzdelegation

<sup>1</sup> Ein Teil der Befugnisse des Verwaltungsrates kann über das Geschäftsreglement der Generaldirektion dem Präsidenten der Generaldirektion oder den Direktoren übertragen werden.

<sup>2</sup> Der Verwaltungsrat kann auch Sonderausschüsse bilden.

**Abschnitt B (Art. 27–31)**

*Aufgehoben*

**Art. 32** Zusammensetzung

Der Generaldirektion gehören der Präsident und die Mitglieder der Generaldirektion an.

**Art. 33 Abs. 1 und 2 Bst. b, d, e, f (neu) und g (neu)**

<sup>1</sup> Die Generaldirektion besorgt die laufenden Geschäfte der Bank nach diesem Gesetz, den Reglementen und den Beschlüssen des Verwaltungsrates.

[<sup>2</sup> Die Generaldirektion hat folgende Befugnisse:]

- b) sie gibt ihre Stellungnahme ab zu den Geschäften, die in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates fallen;
- d) sie setzt die Zinssätze fest;
- e) sie setzt im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Lohnpolitik die Besoldung für die stellvertretenden Direktoren, die Vizedirektoren, die Regionaldirektoren, die Niederlassungsdirektoren 2, die Prokuristen, die Handlungsbevollmächtigten und die Mitarbeiter der Bank fest;
- f) sie ernennt die Niederlassungsdirektoren 2 und die Handlungsbevollmächtigten und entscheidet gegebenenfalls über ihre Absetzung;
- g) sie entscheidet bei Zwangsversteigerungen über den Kauf und Verkauf von Liegenschaften, die zugunsten der Bank belastet sind.

**Art. 34** Befugnisse

Die Befugnisse der Generaldirektion, des Präsidenten der Generaldirektion und der Mitglieder der Generaldirektion werden im Geschäftsreglement näher geregelt.



**Art. 37** Président de la direction générale

Le président de la direction générale est nommé par le conseil d'administration qui peut le révoquer.

**Art. 38 al. 1**

<sup>1</sup> Le président de la direction générale est placé sous la surveillance du conseil d'administration.

**Art. 39** Compétences particulières

Le président de la direction générale exerce la surveillance de tout le personnel de la Banque.

**Intitulé de la subdivision D**

D. Audit externe

**Intitulé de la subdivision E**

E. Audit interne

**Art. 42 al. 1, 1<sup>re</sup> phr., et al. 3**

<sup>1</sup> L'audit interne est responsable de la révision de la Banque. (...).

<sup>3</sup> Il consigne ses observations dans des rapports écrits adressés au conseil d'administration et à la direction générale.

**Art. 43**

Les attributions relatives aux autres fonctions, soit directeurs adjoints, sous-directeurs, directeurs de succursales de région, directeurs de succursales 2, fondés de pouvoir, mandataires commerciaux et collaborateurs, sont fixées par un règlement ou par les directives de la direction générale.

**Art. 48** Disposition transitoire

Les membres du conseil d'administration en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la loi le demeurent jusqu'à la fin de la période pour laquelle ils ont été nommés.

**Art. 37** Präsident der Generaldirektion

Der Präsident der Generaldirektion wird vom Verwaltungsrat ernannt, der auch seine Absetzung beschliessen kann.

**Art. 38 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Präsident der Generaldirektion steht unter der Aufsicht des Verwaltungsrates.

**Art. 39** Besondere Befugnisse

Der Präsident der Generaldirektion hat die Aufsicht über das gesamte Personal der Bank inne.

**Überschrift des Abschnitts D**

D. Externe Revisionsstelle

**Überschrift des Abschnitts E**

E. Interne Revision

**Art. 42 Abs. 1, 1. Satz, und Abs. 3**

<sup>1</sup> Die interne Revision ist für die Revision der Bank zuständig. (...).

<sup>3</sup> Sie hält ihre Feststellungen in schriftlichen Berichten zuhanden des Verwaltungsrats und der Generaldirektion fest.

**Art. 43**

Die Zuständigkeiten der übrigen Funktionen, nämlich der stellvertretenden Direktoren, der Vizedirektoren, der Regionaldirektoren, der Niederlassungsdirektoren 2, der Prokuristen, der Handlungsbevollmächtigten und der Mitarbeiter werden in einem besonderen Reglement oder in Weisungen der Generaldirektion festgelegt.

**Art. 48** Übergangsbestimmung

Die Mitglieder des Verwaltungsrats, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes im Amt sind, bleiben im Amt bis zum Ende der Amtsperiode, für die sie gewählt wurden.

**Art. 2**

La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 2 al. 3**

<sup>3</sup> La Banque cantonale de Fribourg est assujettie à la contribution immobilière conformément à l'article 13, aussi pour ses immeubles affectés à son administration.

**Art. 3**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 2**

Das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 2 Abs. 3**

<sup>3</sup> Die Freiburger Kantonalbank entrichtet die Liegenschaftssteuer nach Artikel 13; dies gilt auch für die Bankliegenschaften.

**Art. 3**

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.